

ER

es meilleures variétés d'arachide

arachide perfor-
chniques post-
production et dimi-
l'afatoxine restent
jet de diversification
ualité de la produc-

renouveler le capital semen-
nda, est financé à hauteur de
le national de recherche agri-
A). C'est pourquoi, l'adjoint
loppement, Abdourahmane
ent du projet, a insisté sur la
des semences. M Ndiaye
re d'arachide de se mobiliser
ms et des problèmes qui blo-
a filière. Le représentant du
1 des ruraux, Pape Banda
d'un long processus partici-
fférents acteurs du dévelop-

pement de la région. Cela, selon lui, c'est l'aboutissement
d'un processus avec les organisations de producteurs qui ont
joué un rôle primordial tant pour l'identification des besoins
que dans l'élaboration du projet de recherche. C'est surtout,
selon M Dieye, une réponse aux préoccupations des produc-
teurs d'arachide, afin de faire face à la conjoncture et les tirer
de la précarité. Selon Mbaye Mbow, directeur régional de
l'Agence nationale de conseil agricole et rural (ANCAR) et
coordinateur du projet d'une durée de deux ans, il s'agit de
toucher les communautés rurales à forte potentialité de pro-
duction d'arachides, avec des tests conduits par les produc-
teurs à Koulor et Koumpentoum et dans les stations de
l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA) de
Sinthiou Malème et de Kolda. Des tests destinés à évaluer les
différentes techniques culturales utilisées par les producteurs
d'arachide seront de mise dans les communautés rurales de
Bamba Thialène, Koussanar et Missirah. Ce projet est exé-
cuté de concert avec le cadre régional de concertation des
ruraux (CRCR), de l'ISRA-Kolda, l'Institut de technologie ali-
mentaire (ITA) et de l'ANCAR. **Pape Demba SIDIBE**

« Améliorer la compétitivité de l'entreprise »

La Douane «veut sécuriser
ses recettes». C'est le vœu de
son directeur Général,
Armand Jean Jacques Nanga
(AJJN), au cours d'un entre-
tien, vendredi en marge de la
cérémonie de clôture du collo-
que Douane-entreprise.



«Nous voulons sécuriser nos
recettes», a dit le directeur général de la
Douane, Armand Jean Jacques Nanga,
vendredi dernier, au terme du 2ème
Colloque Douane-Entreprise. Cette
grande rencontre qui a vu la participa-
tion du Dg français, M. Jérôme
Fournel, portait sur le thème de
«Partenariat Douane-Secteur privé :
vers l'octroi de privilèges personali-
sés». Suffisant pour que le patron de la
douane sénégalaise apporte des préci-
sions. «Les entreprises qui se confor-
meront le mieux à la réglementation
douanière, seront privilégiées», tonne
M. Nanga. «Les autres seront audi-
tées». Ce concept résume parfaitement
ses idées : «contrôler moins, mieux
contrôler». Ce colloque qui se veut un
cadre de concertation dynamique et
permanent, a permis aux différents
acteurs d'identifier les difficultés que
rencontre le secteur privé dans ses rela-
tions avec la Douane et de proposer des
solutions propres pour améliorer la
compétitivité de l'entreprise. A en
croire le Dg, c'est légitime que les com-
merçants se plaignent au niveau de
l'administration douanière. «Ils ont
besoin de choses simples, privilégiées
et rapides», remarque le colonel
Nanga.

De ce fait, il est convaincu qu'une
nouvelle étape est ouverte, ponctuée
par deux volets. Premièrement, les
douaniers vont effectuer des visites au
secteur privé pour mieux les écouter et
savoir celles qui fraudent ou pas. Sur
ce, il déclare : «L'entreprise est plus
compétitive». Deuxièmement, ils vont
«accorder des avantages» à certains du
privé, leur «permettant un dédouane-
ment plus rapide», avise M. Nanga.

Serigne Mansour Sy Cisse
(Stagiaire)

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

PRIMATURE

CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA (CNLS)

Secrétariat Exécutif

ATION DE MANIFESTATION D'INTERET

ON D'UN CABINET POUR LA REALISATION VALUATION D'IMPACT DU PROJET MAP

egal a obtenu un crédit de
le Développement (IDA) d'un
30 000 de dollars US pour
Prévention et de Contrôle du
réduire et maintenir la préva-
sous de 3%.

conseil National de Lutte contre
œuvre du projet, a l'intention
pour effectuer des paiements
de établi avec un cabinet ou
ation de l'évaluation d'Impact
Contrôle du VIH/SIDA à tran-
antes et structures décentral-

d'études spécialisés dans
ification de projets de santé o
it socio-économique et dans
tisectionnel de santé ou de
nique, approche communau-
s sont invités à soumettre une
entant les qualifications et
it par courrier au siège du
il National de Lutte contre le

liste restreinte recevront les termes de références détaillées
ainsi qu'une demande soumission d'une offre technique et
financière.

Les cabinets peuvent s'associer pour renforcer leurs compé-
tences techniques.

Les cabinets seront sélectionnés en accord avec les procé-
dures définies dans les directives : « Sélection et Emploi de
Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale
éditées en mai 2004 et révisées en octobre 2006 »

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à
l'adresse mentionnée ci-dessous avec le référence
«Evaluation d'Impact du projet MAP» au plus tard le 26
Novembre 2009 à 12 heures.

Secrétariat Exécutif du Conseil National de Lutte contre
le Sida,

191 Immeuble Concorde Route de Ngor
Tél. (221) 33.869.09.09 - Fax: (221) 33.820.34.79
Personne à contacter : Docteur Cheikhou SAKHO,
Coordinateur du MAP
Email: csakho@cnls-senegal.org

Le Secrétaire Exécutif National
Dr. Ibra NDOYE

ides spécialisés retenus sur la